



Covid 19 : Ceux qui payent et ceux qui en profitent !

Depuis bientôt deux ans la planète est traversée par une pandémie assassine. Le SRAS Covid s'est répandu à grande vitesse sur tous les continents.

Au début de la pandémie, le gouvernement français nous expliquait qu'il s'agissait là d'une « grippe », qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter et que porter un masque ne servait à rien sauf si on est malade. Mise en scène grotesque pour dissimuler le fait que notre pays était dans l'incapacité de fournir ces masques à la population.

Une gesticulation similaire accompagnée de déclarations contradictoires est adoptée lorsqu'il s'est agi d'engager la campagne de vaccination.

Tout devient incompréhensible et anxiogène pour le commun des mortels.

Depuis 2 ans, des « experts » se relaient dans les médias pour nous expliquer la pandémie, tout et son contraire, à l'occasion des journaux télévisés. Nous sommes relégués au stade de spectateurs mal informés. Dans ce contexte, toutes les opinions se développent : les pour, les contre, les indécis-e-s, Comment ne pas comprendre qu'au sortir de cette période anxiogène de tergiversations officielles, les avis sur l'intérêt de la vaccination soient aussi divergents ?

La fonction préventive des vaccins est passée au second plan. Trop de patients continuent de mourir. C'est le résultat de l'échec de la gestion gouvernementale de la crise de la Covid 19.

Faute d'information sans tabou qui permette de comprendre réellement les enjeux, les risques et les solutions pour la santé de toutes et tous, la réponse ne peut pas se réduire à la mise en place à marche forcée d'un Passe Sanitaire.

On ne répond pas à une question de santé publique par des mesures autoritaires, voire liberticides.

« Quoi qu'il en coûte ! »

Le 12 mars 2020, Emmanuel Macron déclarait : « *La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies. Quoi qu'il en coûte* ».

Les résultats commencent à apparaître :

- Le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale pour 2021 s'élève à près de **50 Milliards d'Euros**,
- Les entreprises du CAC 40 ont dégagé **57 Milliards d'Euros** de profits au premier semestre 2021.

Le journal Les Echos, titre « *Les géants du CAC 40 affichent des résultats éclatants* », Le Monde du 6 août souligne « *La santé insolente des sociétés du CAC 40* ».

Pour mémoire, en avril, dernier OXFAM France dénonçait « *Pendant la pandémie, l'indécence d'enrichissement des milliardaires français* ». Il s'agit, toujours selon OXFAM France et ATTAC, d'une augmentation de **170 Milliards d'Euros** en l'espace d'un an.

Qui est-ce qui paye ?

Pour une part non négligeable, ce sont les allègements voire exonérations de cotisations sociales consenties par le gouvernement durant la pandémie, y compris pour les Grands Groupes.

Ces cotisations sociales, partie intégrante des salaires, auraient dû financer la Sécurité Sociale. En allégeant ou exonérant les cotisations dites « patronales », le gouvernement baisse le prix du travail et favorise l'augmentation des profits.

Une autre source de profit ne peut être négligée :

- C'est le nombre d'emplois perdus dans nombre d'entreprises TPE, PME, sans oublier les grandes entreprises qui ont profité de la crise pour licencier,
- Mais aussi tous ces emplois précaires CDD ou intérimaires non reconduits dans tous les secteurs de l'économie.

Beaucoup de ces travailleuses et travailleurs ont rejoint celles et ceux qui, souvent sans abris, sont contraints de mendier pour survivre.

Nul besoin d'être expert en économie pour constater que ceux qui payent le « quoi qu'il en coûte », ce ne sont pas les copains du Président, les actionnaires et autres milliardaires. Ce sont les assurés sociaux salariés ou privés d'emploi. C'est injuste et inacceptable.

Nous ne lâcherons rien ! Ensemble, exigeons que l'argent des profits et de la spéculation finance la protection sociale de la population **quoi qu'il en coûte !**

**Une raison de plus pour être dans l'action
le 1^{er} octobre avec tou-te-s les retraité-e-s !**